

Le décalage économique entre l'Espagne et le Maroc

Résumé

La littérature économique a beaucoup réfléchi sur la notion de convergence, c'est-à-dire le processus par lequel deux économies réduisent leurs différences. Vu la dimension de cette littérature, on peut penser que les différences entre deux économies, exprimées globalement par les écarts entre leurs revenus par habitant, ont été aussi analysées et qu'on dispose d'une littérature pertinente sur le sujet. Or, tel n'est pas le cas. De même qu'il n'existe pas un mot spécifique pour désigner ce problème, alors que sa solution a un nom bien connu, convergence. Pour cette raison, nous proposons ici « Echelon » pour définir la différence de PIB par tête entre deux économies, situation à laquelle s'adresse le concept de convergence.

Inigo Moré

(mercadoemergentes@hotmail.com)

Le pays le plus riche du monde, le Luxembourg, minuscule Etat parmi les plus petits de l'Union européenne, dispose d'un PIB par habitant équivalent à 439 fois celui de la République démocratique du Congo, le pays le plus pauvre, près de 100 fois plus peuplé, mais aussi l'un des Etats les plus riches en ressources naturelles de la planète. Ceci n'est cependant pas une différence exceptionnelle, puisque cette énorme inégalité existe entre presque cinquante paires de pays à travers le monde.

Bien qu'affectant notre conscience, cette terrible différence nous semble comme un fait normal. On pourrait même dire qu'il n'y a rien dans la nature qui empêche de graves différences économiques entre les pays.

Cependant, tous ces pays séparés par des différences économiques énormes, ont quelque chose en commun. Aucun parmi les plus riches n'est directement voisin d'un très pauvre. C'est presque comme entre les personnes. Les plus riches ayant tendance à ne pas vivre à côté des plus pauvres.

Si nous analysons la différence économique aux 189 frontières de la terre, c'est-à-dire entre des pays voisins, nous trouvons que la différence maximale est de 29 fois le PIB par habitant et est le fait de Hong-Kong par rapport à la Chine continentale. Mais entre des pays voisins, ce niveau "modéré" d'inégalité est très exceptionnelle. Il y a seulement 11 frontières sur terre avec une différence à deux chiffres. Le rapport moyen entre ces 189 pays à frontières communes est de 1 à 3,5.

Ce qui veut dire qu'il existe des pays beaucoup plus riches que d'autres, mais il n'existe aucun pays qui soit séparé de son voisin immédiat par une

inégalité semblable. En réalité, ce qui apparaît comme une “norme” à l’heure actuelle entre pays riches et pays qui le sont moins, c’est d’être 3,5 fois plus riche ou plus pauvre que le voisin.

Évidemment, il pourrait se concevoir que la différence entre Hong-Kong et la Chine puisse croître jusqu’à 400 fois. Mais si quelque chose est théoriquement imaginable, elle n’existe pas nécessairement dans la réalité, parce qu’il existe toujours des raisons qui vont à l’encontre d’une telle possibilité théorique.

Qu’est-ce qui empêche des pays voisins d’atteindre d’aussi graves différences économiques ? Pourquoi aucun pays au monde ne peut avoir une économie très différente de celle de son voisin direct ? Pourquoi ceci n’est pas aujourd’hui le cas entre le Maroc et l’Espagne ?

Tout au long de cet article nous essayerons de répondre à cette dernière question. Mais nous signalons déjà que la réponse comporte une des clés du futur du Maroc.

Le décalage à la frontière s’accroît !

Le Maroc n’est pas un pays pauvre. Le rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale le classe au 128^e rang mondial s’agissant de son PIB par habitant et ce parmi 208 pays composant le hit-parade mondial du PIB/h en 2003.

Ceci signifie que chaque Marocain dispose annuellement d’un revenu moyen treize fois supérieur à celui des citoyens de certains pays africains parmi les plus pauvres, comme la République démocratique du Congo.

L’économie espagnole à son tour n’est pas parmi les plus puissantes du monde. Le PIB/h y est 2,5 fois plus faible que celui d’un Luxembourgeois, cependant la différence entre l’économie espagnole et l’économie marocaine, toujours en termes de PIB/h, est immense. Ainsi, le PIB d’un Espagnol est 12,8 fois supérieur à celui d’un Marocain, ce qui signifie qu’il y a autant de différence entre ce qui est produit annuellement par un Espagnol et par un Marocain qu’entre ce qui est produit annuellement par un Marocain et un Congolais.

Il peut cependant sembler que cette différence n’est pas très accusée puisque, en fin de compte, un citoyen du pays le plus riche du monde, le Luxembourg, réalise un PIB annuel 439 fois supérieur à celui d’un Congolais, citoyen du pays le plus pauvre. Mais si nous réduisons la comparaison à des pays immédiatement voisins, il résulte que le décalage économique entre l’Espagne et le Maroc, en termes de PIB/h, est parmi les dix plus prononcés de la planète. Il en résulte aussi que la frontière entre l’Espagne et le Maroc est la plus inégale, en termes économiques, de toutes celles de l’Union européenne ou des pays membres de l’OCDE, organisation qui réunit les principaux pays développés du monde.

A titre de comparaison dans ce sens, l’Espagne est dans un rapport de presque 13 à 1 vis-à-vis du Maroc, en termes de PIB/h, et les USA sont

dans un rapport de 6 à 1 vis-à-vis du Mexique, quand bien même on continue de percevoir la frontière du Rio Grande comme extrêmement inégale.

Cependant, alors que la différence économique entre l'Espagne et le Maroc (et, par extrapolation géographique, entre l'Europe et le Maroc) a atteint un niveau record dans le monde développé, très peu d'attention a été portée à cette situation. Probablement en partie parce qu'il n'en a pas toujours été ainsi : en 1970, le PIB/h en Espagne était seulement dans un rapport de 4 à 1 avec celui du Maroc.

Dans la littérature économique récente, il existe des travaux en abondance qui comparent la richesse du monde et son partage en termes globaux. Dans certains cas, on compare des pays, dans d'autres cas, on compare des individus. Quelques travaux affirment que l'inégalité et la pauvreté grandissent de manière notable (tous les rapports annuels sur le développement humain publiés par les Nations Unies l'attestent, particulièrement celui de 1999), d'autres avancent, au contraire, que la pauvreté est en train de disparaître (Xavier Sala-i-Martin, *The World Distribution of Income*, 2002. Columbia University).

Malgré cette tendance à des comparaisons globales, les pays et les personnes ne mesurent pas leurs succès face au monde d'une façon globale. Le plus souvent, ils ont tendance à se comparer avec leurs voisins immédiats. Et ils le font même s'ils ne le veulent pas ; parce que le succès ou l'échec du voisin tendent à se refléter dans leur vie quotidienne par une pluralité de voies : par des variations du commerce extérieur ou des flux migratoires en passant, dans les cas les plus aigus, par des conflits internationaux.

Il existe ainsi de multiples pays dont l'agenda est dirigé par l'échec d'un voisin, comme le Brésil où la crise argentine domine la vie quotidienne des citoyens.

En tenant compte de cette réalité, la plupart des pays consacrent beaucoup de leurs efforts aux relations avec leurs voisins. Certaines des principales initiatives internationales des 50 dernières années pourraient être le NAFTA (1) ou la CEE (2) qui a donné naissance en mai 2004 à une Union européenne à 25 pays et 450 millions d'habitants.

On pourrait discuter pour savoir si le fondement de tels regroupements est le développement mutuel ou non, mais ces organisations ont quelque chose en commun : elles sont seulement ouvertes à des voisins.

Les différences sont anormales

Encore une fois, le PIB par habitant du pays le plus riche du monde (le Luxembourg) est 439 fois celui du plus pauvre (le Congo). Toutefois, le rapport moyen des 189 frontières répertoriées de par le monde est de 3,5. Si maintenant on utilise cette magnitude en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) (3), la différence moyenne entre les pays se réduit à 2,2. Dans ce cas, dans seulement 55 frontières (29 % de toutes les frontières) cette moyenne est dépassée, alors que l'on se situe en dessous de part et d'autre

(1) North American Free Trade Agreement.

(2) Communauté économique européenne. Ancêtre de l'Union européenne, instituée en 1957 entre l'Allemagne, les pays du Bénélux, l'Italie et la France.

(3) Ou PPP, pour purchasing power parity – parité de pouvoir d'achat.

de 134 frontières (71 % du total). Dans ce sens, les différences économiques entre des voisins immédiats sont très “normales”. Ce qui signifie qu’il n’y a pas de pays extrêmement riches ayant des voisins directs extrêmement pauvres.

Normalement, les pays de grande richesse sont voisins d’autres pays dans une situation semblable. De même, les pays les plus pauvres ne sont pas “isolés”. Presque “normalement” ils ont des frontières avec d’autres pays également pauvres.

La régularité avec laquelle ce schéma se répète est tellement forte qu’on pourrait supposer que la France (ou la Belgique) est parmi les pays les plus riches d’Europe parce qu’elle se trouve physiquement entre eux. A l’inverse, on pourrait penser que la république de Centre-Afrique est un pays pauvre parce qu’elle est entourée de pays pauvres.

Dans le hit-parade des frontières les plus “inégaes” mesurées en PIB par habitant en termes nominaux et en PPA, on peut relever que les frontières de la Norvège et de la Finlande avec la Russie sont apparemment très inégales, mais elles disparaissent des premiers rangs du hit-parade en terme de PPA.

Ceci implique que la différence réelle entre ces économies n’est pas tellement accusée une fois éliminées les distorsions provoquées par le taux de change.

En laissant de côté ces cas, où la comparaison ne résiste pas au contraste du format PPA, on peut retrouver, pour le reste, quelques caractéristiques généralisables.

Classement des écarts économiques les plus significatifs entre pays voisins – 2002

PIB per capita			PPP per capita		
Frontière		Ecart	Frontière		Ecart
Hong Kong	Chine	29,1	Arabie saoudite	Yémen	14,8
Norvège	Russie	20,3	Afrique du Sud	Mozambique	9,5
Oman	Yémen	18,0	Namibie	Zambie	8,5
Israël	Syrie	16,7	Algérie	Niger	6,7
Macao	Chine	16,4	Algérie	Mali	6,4
Arabie saoudite	Yémen	15,7	Hong Kong	Chine	6,1
Afrique du Sud	Mozambique	13,8	Israël	Syrie	5,6
Finlande	Russie	13,7	Espagne	Maroc	5,5
Espagne	Maroc	12,6	Israël	Egypte	5,1
Israël	Palestine	12,4	Argentine	Bolivie	4,9
Israël	Egypte	10,9	Russie	Mongolie	4,8
Algérie	Niger	9,6	Swaziland	Mozambique	4,7

En premier lieu, il s'avère peu convaincant de comparer, par exemple, de minuscules enclaves comme Hong-Kong ou Macao avec la Chine, le pays le plus peuplé de la terre. En outre, même si la Banque mondiale énumère ces trois économies de manière indépendante, Hong-Kong et Macao sont des régions administratives spéciales de la Chine depuis 1997 et 1999 respectivement.

Par ailleurs, nous avons des pays séparés par des frontières tracées par des accidents géographiques difficilement franchissables. En général, il s'agit de pays qui entrent difficilement dans la catégorie de voisins immédiats et qui, peut-être, devraient être considérés comme vaguement contigus et non voisins.

C'est le cas de l'Algérie (l'Algérie utile de la Méditerranée), séparée du Mali (celui de Bamako) par plus de 2 000 km de désert du Sahara, auquel on peut ajouter le Ténéré dans le cas du Niger. Un autre désert unit, ou plutôt sépare, Oman du Yémen.

A part ces pays, entre lesquels existent de grandes différences de dimension, beaucoup d'autres sont séparés par des antagonismes graves. Non pas seulement économiques, mais aussi culturels ou idéologiques et même militaires, avec des phases de conflits frontaliers ou de guerres ouvertes pendant ces dernières années.

Dans presque tous ces cas il existe des conflits territoriaux, et seulement une minorité de pays a conclu des accords pour la délimitation des frontières.

Un exemple en est la relation entre Israël et la Syrie, très tendue et hostile depuis que l'Etat juif a occupé les hauteurs du Golan au cours de la guerre de 1967. Moins hostiles sont désormais les relations entre Israël et l'Égypte, bien que les deux pays aient livré plusieurs guerres au cours des dernières décennies.

Le cas de l'Afrique du Sud et du Mozambique cache des conflits moins intenses. Le Mozambique a formellement abandonné le marxisme en 1989, et en 1992 il est parvenu à un accord de paix avec les forces rebelles, qu'on a toujours pensé soutenues par l'Afrique du Sud. On pourrait aussi qualifier les relations entre la Grèce et l'Albanie de simple antagonisme, jusqu'à la chute du Mur de Berlin, qui a souligné les haines régionales dans cette partie du monde, en allumant des conflits dans les Balkans, jusqu'à la Macédoine, dont la frontière économique avec la Grèce fait apparaître un rapport de 7 à 1 en termes nominaux en faveur de la République hellénique. De même, la Grèce et la Turquie combinent un écart de revenu par habitant supérieur à la moyenne avec une hostilité manifeste et des conflits territoriaux.

Le cas Espagne-Maroc représente un écart économique significatif et des différends territoriaux qui, après 25 années de "coexistence pacifique" ont failli déboucher sur une phase de guerre ouverte pour un îlot à peine connu, celui de Persil, où des hostilités ouvertes ont failli être enclenchées au cours de l'été 2002. (Vu ces exemples, il pourrait être intéressant d'ouvrir

une parenthèse pour voir si les écarts économiques sont parmi les causes ou les conséquences de certains conflits. Dans presque tous les cas on observe que les écarts croissent après un conflit, même si, également, dans tous les cas un important écart préexiste au conflit. En laissant cette question pour le moment en suspend, nous nous limiterons à constater la régularité avec laquelle sont unies des situations de déséquilibre de richesses et de conflits.)

L'écart économique entre l'Espagne et le Maroc a une amplitude de 12,8 en termes nominaux et de 5,4 en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA). C'est donc aussi la frontière la plus inégale en termes de PPA de toute l'Union européenne, qui est aussi la zone du monde où les écarts de part et d'autre des frontières internes sont les plus réduits, étant donné le processus d'intégration économique intense poursuivi depuis 1957. De même, c'est aussi la seule zone où le développement des pays les plus pauvres est considéré comme une question essentielle, à la charge d'un Commissaire *ad hoc*.

En revanche, les frontières externes de l'UE (entre les Etats-membres et les pays tiers) tendent à être au-dessous de la moyenne.

Ces frontières représentent 28 % de toutes celles qui sont situées au-dessus de la différence moyenne sur la terre (15 sur 52). Si les pays candidats étaient déjà considérés comme membres, l'image ne changerait pas fondamentalement pour autant. Le 29^e plus grand écart sur terre sépare la Pologne et l'Ukraine (5,9), plus grand encore que l'écart entre l'Allemagne et la Pologne. Cette situation pourrait être conceptualisée comme effet secondaire du succès interne de l'UE en matière de développement économique et social. Les membres et les candidats se développant davantage que les non-membres et les non-candidats.

De ce point de vue, il n'est pas étonnant que le membre de l'UE qui a le plus réussi depuis son admission (en 1986) en termes de croissance et d'amélioration des conditions de vie de sa population, l'Espagne, connaisse aujourd'hui à sa frontière sud un écart économique record par rapport à toutes les autres frontières des pays-membres. De ce point de vue, c'est la frontière de l'Espagne avec le Maroc qui est la plus concernée puisqu'elle se situe parmi les 10 frontières les plus inégales au monde.

Dans ce sens, indépendamment des accidents géographiques, des grandes différences de taille ou d'antagonismes idéologiques ou territoriaux, il y a une autre caractéristique partagée par les frontières les plus inégales du monde : elles se situent désormais principalement autour de l'Union européenne.

Une des dernières caractéristiques importantes, et non des moindres, partagées par ces pays est que la nature de leurs régimes politiques tend à être aussi éloignée que leur PIB par habitant de la situation dans l'UE. Ainsi, alors que l'Espagne est une démocratie, le Maroc continue sa transition. Tandis que le comportement externe de l'Etat d'Israël est celui d'une tyrannie, il est considéré sur le plan interne comme une démocratie, soit quelque chose qu'on ne peut pas dire de la Syrie ou de l'Egypte.

Ce lien entre les écarts économiques et les “écarts de démocratie” peut être prouvé entre toutes les frontières. Et toutes les fois que « l'écart démocratique » s'est réduit, comme c'est le cas du Mexique qui a mis fin à ses 71 années de régime du PRI (4), l'écart économique s'est rétréci avec son voisin du nord, les Etats-Unis d'Amérique, particulièrement depuis les années 90.

(4) Parti de la réforme institutionnelle.

Dans ce sens, malgré ses dimensions mythiques, « la différence économique » entre le Mexique et les EUA, la frontière entre ces deux pays ne se situe plus parmi les cas les plus inégalitaires (25^e en termes nominaux et 19^e en termes de PPP). De même, la différence entre Israël et la Palestine n'est pas plus aiguë qu'elle ne l'est entre l'Espagne et le Maroc. Quant à la frontière entre la Grèce et la Turquie, elle se situe au 46^e rang mondial en termes de PPP et au 39^e en termes nominaux. Et celle qui sépare le pays le plus pauvre de l'Amérique, Haïti, de la République dominicaine, arrive seulement au 39^e rang mondial en termes nominaux et au 18^e en termes de PPP.

A l'opposé, certaines situations sont frappantes. Par exemple, on considère généralement la Chine comme un pays pauvre ou en développement, mais celui-ci dispose d'un PIB 5,2 fois en termes nominaux et 3,7 fois en termes de PPP celui du Tadjikistan.

Pourquoi tout cela ?

Nous avons vu que ce qui est normal, c'est que l'écart de richesse entre pays à frontières communes ne soit pas très accusé. Probablement, le facteur le plus influent pour équilibrer les économies de pays voisins est la tendance de la nature à ignorer les frontières politiques.

Si la Mauritanie est couverte dans sa presque totalité par le désert stérile du Sahara, elle partage ce déterminant physique avec son voisin de l'est, le Mali, ce qui explique partiellement que les deux pays soient aujourd'hui parmi les plus pauvres d'Afrique.

De la même manière, des gisements en ressources naturelles sont partagés généralement par des pays voisins. Dans ce cadre, si le Venezuela est abondamment fourni en hydrocarbures, il est très possible que son voisin, Trinité et Tobago, en dispose également dans des quantités importantes.

A part les circonstances géographiques, on doit considérer que l'écart croît lorsque le PIB par habitant d'un pays donné augmente (ou diminue) plus vite que celui de son voisin.

Puisque ce qui est normal est représenté par un écart modéré, on peut penser qu'il existe une tendance naturelle à transmettre l'enrichissement, ou l'appauvrissement, aux voisins.

Le mécanisme par lequel se produit ce processus est simple : un pays a généralement davantage de relations économiques avec ses voisins immédiats qu'avec des pays situés à des milliers de kilomètres de distance de lui.

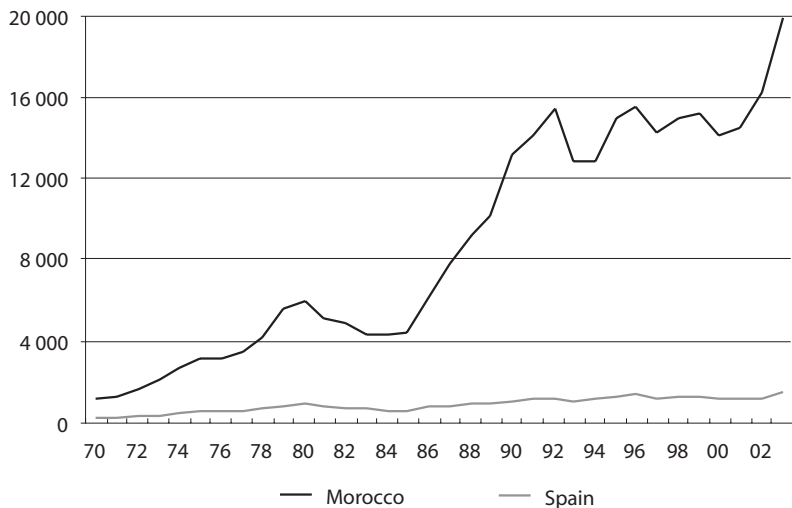
Ces relations économiques (véhiculées nécessairement par les mouvements des hommes) peuvent être de plusieurs types : achat ou vente de biens (commerce) de services (tourisme, etc.), prêts/emprunts (financement), investissements et dons (transferts, aide au développement).

La distance physique qui sépare les pays est un facteur significativement déterminant pour ces formes basiques de relations économiques. Il est peut-être plus significatif pour le commerce que pour le financement, mais l'intensité de ces relations et le degré d'interdépendance économique entre des voisins sont généralement supérieurs à ceux qui existent entre deux pays séparés par des milliers de kilomètres.

On observe dans le classement des pays selon leur richesse qu'une haute intégration économique de deux voisins coïncide avec des écarts économiques légers ou nuls. Par exemple, cinq des dix frontières les moins inégales de par le monde en termes nominaux et de PPP se situent au sein de l'Union européenne, dont les membres montrent le plus haut degré d'intégration et d'interdépendance économique à l'échelle internationale.

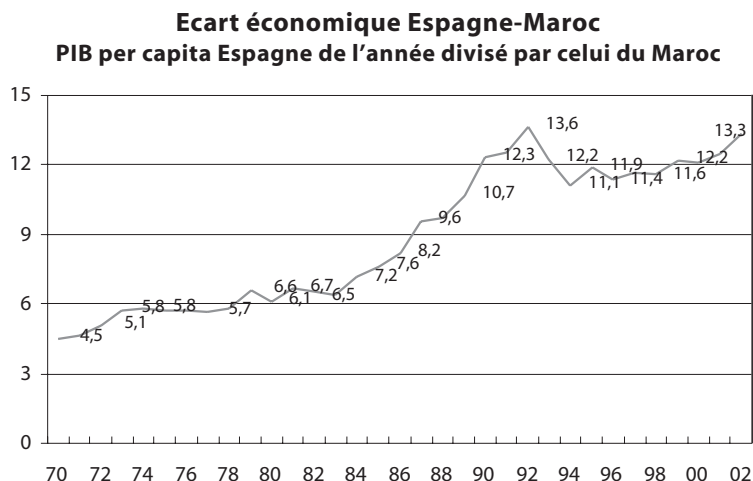
Toutes les frontières entre des pays membres de l'Union européenne se situent parmi les 60 les moins inégales en termes nominaux et parmi les 43 les moins déséquilibrées en termes de PPP.

Espagne / Maroc
Evolution du PIB per capita entre 1970 et 2002



Ces données suggèrent que le degré d'intégration de deux économies serait en rapport avec l'écart économique qui les sépare. Une relation économique intense pourrait permettre un transvasement de richesses entre elles. S'il en est ainsi, le prix à payer pour ne pas avoir de relations économiques avec le voisin est un écart plus accusé, tandis que l'une des conséquences attendues de l'augmentation des relations économiques serait de le réduire.

Ceci est exactement ce qui est en train de se produire entre l'Espagne et le Maroc. Nous avons vu comment, au début des années 70, l'Espagne ne représentait en termes de revenus nominaux par habitant qu'un rapport de 4 à 1 vis-à-vis du Maroc, mais aujourd'hui ce rapport se situe à presque 13 à 1. Cela signifie que durant les 35 dernières années l'Espagne s'est enrichie de manière beaucoup plus rapide que le Maroc. Ou, autrement dit, elle n'a pas partagé sa richesse avec le Maroc.



Pourquoi les choses se sont-elles passées et se passent-elles ainsi ?

L'analyse des relations hispano-marocaines est facilitée par la pratique de l'Office marocain des Changes d'élaborer des balances de paiements bilatérales. Les échanges entre l'Espagne et le Maroc entre 1996 et 2000 ont été déficitaires pour le royaume chérifien de 7 236 millions de dirhams (soit l'équivalent de 700 millions d'euros).

Le déficit réel pourrait être encore plus important, puisque cette balance n'inclut pas certaines données. Par exemple, elle ne reprend pas l'important commerce de frontière, ni la dette privée avec des banques espagnoles, les investissements marocains en Espagne ou l'éventuelle évasion de capitaux marocains vers ce pays.

Pour cette raison, le déficit officiel du Maroc vis-à-vis de l'Espagne est seulement une estimation minimale, mais il signifie que le Maroc ne reçoit pas d'excédents financiers de son voisin du nord. Au contraire, c'est lui qui permet une partie des excédents espagnols. Autrement dit, c'est lui qui participe au financement du développement de l'Espagne, et pas l'inverse, comme on a tendance à le croire "naturellement" à partir de Madrid ou de Bruxelles.

Le commerce avec le Maroc a un poids spécifique infime pour l'Espagne. Ainsi, les échanges de biens entre le Maroc et l'Espagne n'ont représenté en 2001 que 0,9 % du commerce extérieur espagnol. Mais, plus significatif que cela, le commerce Espagne-Maroc a toujours été déficitaire pour ce dernier.

Ainsi, entre 1996 et 2001 l'Espagne a été à l'origine d'un déficit commercial cumulé pour le Maroc de 1 688 millions de dirhams (5).

Au cours de la même période, le Mexique a engrangé un excédent commercial face aux EUA de 77,43 milliards de dollars, tandis que la Pologne a réalisé un excédent de 346 millions de dollars vis-à-vis de l'Allemagne en 2001.

Les investissements qu'effectue l'Espagne au Maroc représentent aussi une fraction insignifiante des investissements extérieurs espagnols. Le Maroc n'a reçu que 0,5 % des investissements espagnols réalisés à l'étranger entre 1995 et 2000.

L'Espagne a effectué des investissements au Maroc d'un montant égal à 4,158 milliards de dirhams entre 1995 et 2000. Jusqu'à 1999, elle a contribué à concurrence de 7,9 % du total des investissements extérieurs reçus par le Maroc. Pendant cette même période, elle a représenté le 7^e investisseur chez son voisin du sud, y compris derrière des pays comme le Portugal ou la Suède.

Tous ces éléments induisent une question essentielle d'un point de vue économique pour le Maroc et, désormais, d'un point de vue de sécurité pour l'Espagne : quel avenir pour les relations communes des deux pays ?

Vivre dans un pays 160 fois plus riche que l'Éthiopie peut poser des problèmes de conscience mais n'affecte pas la vie quotidienne d'un Espagnol. Au demeurant, il est très difficile qu'un Espagnol perçoive de manière concrète l'évolution du PIB d'un Éthiopien et ses effets sur le voisinage dans la Corne de l'Afrique. Toutefois, les Espagnols voient tous les jours les conséquences de leur décalage de développement et de richesse avec le Maroc ; décalage qui s'est accentué à grande vitesse pendant ces trois dernières décennies, notamment depuis le début des années 80.

Et, à la même vitesse sont apparus des problèmes qui n'existaient pas il y a peu de temps.

Evidemment, l'une des principales conséquences directes de cela consiste en un flux de plus en plus important d'émigration illégale à partir du Maroc ; émigration nourrie de motifs sociaux, culturels ou politiques et bien d'autres encore. Mais les espoirs économiques individuels dans un avenir meilleur en Espagne – et en Europe dans son ensemble – représentent nous semble-t-il, le motif fondamental de l'émigration. Et ces espoirs dérivent tout autant de ce que les jeunes Marocains trouvent (ou ne trouvent pas) dans leur pays et de ce qu'ils espèrent trouver dès leur arrivée en Espagne.

Ce gap entre sa réalité matérielle (en termes d'emploi, de revenu, de conditions de vie pour lui-même et pour ses proches) et ce que l'émigrant

(5) Soit, en 1996 :
– 150 millions de dirhams ; en 1997 :
– 170 millions ; en 1998 : – 271 millions ; en 1999 :
– 400 millions ; en 2000 : – 404 millions ; et en 2001 :
– 283 millions.

marocain potentiel espère rencontrer et vivre en Espagne, trouve son expression la plus objective, la plus directe, la plus indiscutable dans l'écart croissant de développement qui sépare son pays de son voisin ibérique, l'Espagne, et, au-delà de celle-ci, de toute l'Union européenne.

L'influence de cette inégalité économique ne peut pas, au demeurant, s'arrêter dans l'émigration. Elle se situe aussi derrière d'autres phénomènes comme la contrebande ou l'ambition marocaine légitime de créer un secteur de pêche propre ou d'accéder avec moins de restrictions au marché européen pour y écouler ses produits industriels et, surtout, agricoles.

Il ne semble pas non plus étrange que ce décalage se reflète dans « l'incommodité » de plus en plus ouvertement exprimée par une partie grandissante de l'opinion publique espagnole et certains de ses politiciens face au Maroc, qu'ils considèrent comme un voisin indésirable, quand, en réalité, il n'est seulement que PAUVRE et, comparativement, PEU DEVELOPPE. Quelque chose qui est aussi derrière la frilosité et la grande timidité des investisseurs espagnols à pénétrer le marché marocain, où ils hésitent encore fortement à y placer leurs capitaux (chose dont nous avons dit plus haut qu'elle est une des causes du décalage économique entre les deux voisins, de part et d'autre du détroit de Gibraltar).

Curieusement, ce décalage de croissance n'apparaît pas en tant que tel dans les explications du catalogue actuel de problèmes hispano-marocains. Or, il ressort très vite pour l'analyste économique et politique mu par un certain sens de l'objectivité, comme le principal facteur transversal et commun à beaucoup d'entre eux.

Un tel écart est-il rattrapable, et peut-on réduire les déficits qui y ont conduit et qui sont en train de le renforcer depuis de longues années ?

Dans les faits, la différence économique entre l'Espagne et le Maroc dérive de la différence de vitesse de leurs perspectives historiques et futures de développement. Si l'Espagne se développe vite, c'est par ses efforts propres (et ceux, depuis 1986, de l'UE), et si le Maroc va plus lentement, c'est également par ses propres efforts (ou par l'absence d'efforts).

Cette vérité peut nous orienter vers une conclusion qui serait une terrible erreur, celle qui consisterait à considérer que l'Espagne peut continuer à se développer indéfiniment à une vitesse différente de celle du Maroc.

La réponse à cette supposition plausible doit tenir compte des forces engendrées par l'énorme différence économique entre ces deux pays. Des forces qui ont déjà commencé à agir sur la relation bilatérale d'une façon extrêmement négative pour l'Espagne et aussi, pensons-nous, d'une autre manière pour le Maroc. Dans ce sens, une majorité de l'opinion publique espagnole commence à considérer que le pays ne peut pas se croiser les bras face à la tragédie engendrée par cette différence. Bien sûr, tous ne considèrent pas que la solution peut être trouvée dans la collaboration, et il y a aussi un nombre important de personnes qui demandent une action radicale pour, au moins, « isoler le problème » en réduisant les relations avec le voisin du sud.

Autrement, est-il possible de croire et de dire que le Maroc, par ses seuls moyens va pouvoir redresser cette situation ? Théoriquement, la réponse est positive. Le Maroc pourrait, dans 200 années, avoir le même revenu par tête que l'Espagne. Il suffira pour cela que l'Espagne maintienne sa moyenne de croissance à 2,1 % annuellement, comme cela a été obtenu par l'UE entre 1999 et 2001 et que le Maroc progresse un peu plus vite, à 3,4 % par an, ce qui n'a pas été le cas au cours de la période passée.

Mais, si le revenu par tête au Maroc s'accroît au rythme annuel de 5 %, il aurait besoin de 91 années, et au rythme de 7 % par an, il suffirait de 56 ans pour qu'il se mette au niveau de l'Espagne qui garderait son rythme de croissance des dernières années.

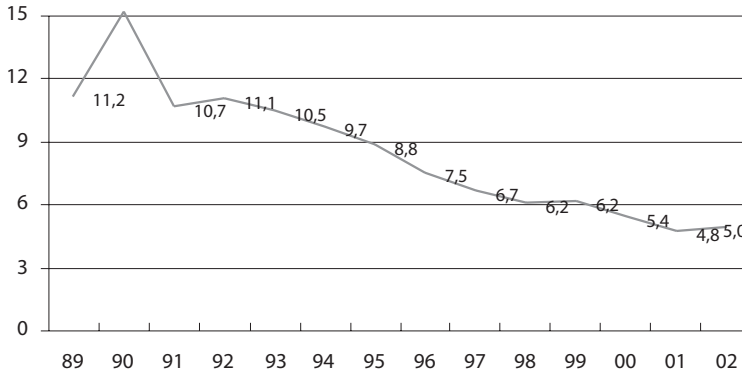
N'importe qui peut faire ces calculs en appliquant la formule de « l'intérêt composé » avec, par exemple, les chiffres de la Banque mondiale pour 2003. Selon ces chiffres, l'Espagne dispose actuellement d'un revenu annuel de 16 990 dollars/h et le Maroc de 1 320 dollars/h. Bien sûr, pour faire une prévision complète, il faudrait aussi tenir compte d'une possible appréciation/dépréciation du dirham face à l'euro, ou de l'évolution démographique prévisible des deux pays.

Au demeurant, si les relations du Maroc avec son voisin du nord devenaient plus "raisonnables" qu'elles ne l'ont été, surtout depuis l'entrée de l'Espagne dans l'UE, il lui serait plus facile d'en obtenir une partie des financements nécessaires pour faire progresser son économie à 7 % l'an (et davantage, dans un premier temps). Or, sans de tels financements espagnols et/ou européens, sans accès au marché européen, ce niveau de croissance s'avère peu probable.

Cadrée dans ces multiples hypothèses, la question centrale à poser aujourd'hui au Maroc (et aussi à ses voisins de l'UE) reviendrait à savoir s'il est possible à ce pays de réaliser, sur le long terme, un taux de croissance de 7 % annuellement ?

Cette même question a eu une réponse positive dans d'autres cas. La différence importante entre l'Espagne et le Maroc est similaire à celle qui séparait le Mexique des EUA il y a 10 ans, ou celle qui existait entre la Pologne et l'Allemagne au moment de la chute du Mur de Berlin, en 1989. Les énormes écarts qui séparaient voilà peu ces différents pays ont été réduits de moitié dans les deux cas pertinents, soit à un niveau tout à fait gérable par des actions concrètes qui ont permis de transformer la relation économique entre ces deux couples de pays. Ceux-ci ont transformé des rapports peu significatifs et une relation économique fortement déficitaire pour le plus pauvre en un partenariat économique renforcé où le moins nanti originellement obtient des apports conséquents pour financer son développement et des facilités substantielles pour élargir les marchés extérieurs où écouler les biens et services réalisés par ses secteurs nationaux de production.

Ecart économique Allemagne-Pologne 1989-2002
PIB per capita Allemagne de l'année divisé par celui de la Pologne



Il faut aussi signaler que la Pologne n'était pas une démocratie en 1989, le Mexique non plus. Aujourd'hui, l'écart démocratique de ces deux pays avec leurs voisins a été réduit à la même vitesse que l'écart économique.

Pour sortir le Maroc de l'impasse économique et financière où il se trouve aujourd'hui, et pour sécuriser la frontière sud-espagnole (et sud-européenne), il n'existe pas d'autre perspective que celle-là pour le bien commun des deux rives de la Méditerranée occidentale.